Aux confins de la Suisse...

Menaces et mesures de défense dans le nord du Jura bernois (1871-1918)

Defending the Swiss border - potential foreign invasion and defensive fortifications in the north of the Bernese Jura (1871-1918)

Im Schweizer Grenzland... Bedrohungen und Verteidigungsmaßnahmen im nördlichen Berner Jura (1871-1918)

Hervé de Weck

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1928>

DOI : 10.4000/alsace.1928

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 105-118

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Hervé de Weck, « Aux confins de la Suisse... », *Revue d'Alsace* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1928> ; DOI : 10.4000/alsace.1928

Aux confins de la Suisse...

Menaces et mesures de défense dans le nord du Jura bernois (1871-1918)

La Trouée de Belfort, qui s'ouvre sur la Franche-Comté et la vallée du Rhin, a été de tout temps prédestinée aux conflits militaires et aux invasions, aussi bien depuis le Nord-Est que depuis le Sud-Ouest. Elle fait 45 km en largeur dont 13 sur le territoire suisse. Pour manœuvrer dans la Trouée, une armée doit dominer le sud des Vosges ainsi que le secteur des Rangiers, sauf si son commandant sait ces *terrasses* tenues par des troupes neutres et crédibles. Dans *Cités et Pays suisses*, Gonzague de Reynold voit le saillant de Porrentruy comme une marche entre deux nations hostiles et belliqueuses, l'Allemagne et la France :

Durant toutes les grandes guerres, du haut de leurs montagnes où ils s'étaient réfugiés, les hommes qui l'habitent ont vu, au loin, dans les plaines fumer les villages; ils ont entendu sur les routes les roulements des armées, le bruit du canon derrière les bois. L'Ajoie (...) plus que toute autre province, a connu les angoisses qui étreignent les peuples à l'approche des ennemis, les terreurs des occupations et des conquêtes².

Une crainte que l'on sent encore durant la Première Guerre mondiale.

1. Licencié ès lettres, maître d'histoire et de littérature française au Lycée cantonal de Porrentruy (1969-2002). Colonel, officier de renseignement à l'état-major du corps d'armée de campagne 1 (1992-2003) ; trésorier et responsable des publications de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires; trésorier et secrétaire général adjoint de la Commission internationale d'histoire militaire (1980-2005) ; rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse* de 1991 à 2006.

2. Première série. Lausanne, Payot, 1937, p. 161-162.

1. La Trouée de Belfort. (Dessin Jürg Keller).

La France se méfie de la Suisse et réciproquement

Au début des années 1850, l'État-major français envisage d'occuper préventivement le col des Rangiers, en cas d'invasion du territoire helvétique par une coalition d'Etats allemands, mais il abandonne cette décision réservée au début des années 1880. Pendant tout le XIX^e siècle, il reste *obsédé* par les invasions de 1814-1815 et met en doute la crédibilité de la défense de la Suisse et sa neutralité en cas de conflit. Les troupes de la coalition contre Napoléon I^{er} n'ont-elles pas pénétré en France à partir du territoire helvétique ?

La guerre franco-prussienne de 1870-1871 s'achève par une grave défaite de la France, contrainte de céder au *II^e Reich* l'Alsace et une partie de la Lorraine. Il n'est donc pas étonnant que d'importantes forces militaires se trouvent en Franche-Comté, dans la Trouée de Belfort et en Alsace. Le Gouvernement allemand entend assurer ses nouvelles possessions, la France la sécurité de sa nouvelle frontière qu'elle ne tarde pas à fortifier dans le but de ralentir les forces allemandes, là où elles trouveraient le plus court chemin en direction de Paris, l'objectif stratégique d'un envahisseur. D'autant qu'on se demande si, en cas de guerre franco-allemande ou de conflit généralisé en Europe, les Suisses se défendront contre une invasion allemande. Leurs intérêts les pousseront-ils à s'allier avec le *Reich*, l'Etat qui

leur paraîtrait le plus fort ? Durant tout le XIX^e siècle, le commandement français éprouve de la méfiance militaire face à la Suisse.

En 1874, le général Séré de Rivières conçoit un système fortifié de la frontière Est. Dans la Trouée de Belfort sont réalisés les plus importants travaux de fortification qu'a connus la région. Le long de la chaîne du Jura, onze ouvrages regardent vers la Suisse. Leur concepteur admet qu'en cas de guerre entre la France, l'Allemagne et l'Italie, la Suisse ne parviendra pas à faire respecter sa neutralité. Des forces allemandes pourraient pénétrer dans le saillant de Porrentruy par Delle et s'emparer des Rangiers et de Saint-Ursanne, ce qui justifie la construction, entre 1875 et 1878, du fort du Lomont, au sud-est de Pont-de-Roide. Un grand nombre des ouvrages Séré de Rivières vont bénéficier des adaptations rendues nécessaires par l'apparition de l'obus-torpille en 1885.

Depuis la fin des années 1850, la généralisation du canon rayé donne au tir une précision jusqu'alors impossible ; l'obus cylindro-ogival à grande vitesse initiale, muni d'une fusée percutante qui en déclenche l'explosion au moment de son impact sur l'objectif, est bien plus efficace que le boulet ou l'obus sphérique. Ces innovations sonnent le glas de la fortification bastionnée, dont les principes remontaient à la Renaissance. Après 1871, l'amélioration des affûts et des canons apporte de notables gains de portées. Entre 1850 et 1880, elles passent en moyenne de 4 000 à 9 000 mètres. Un nouveau type de fort voit le jour : il faut abaisser les superstructures, prévoir des abris enterrés, recourir au béton, puis au béton armé, construire des forts isolés et autonomes capables de s'appuyer par leur artillerie protégée.

Même si le saillant de Porrentruy et la position des Rangiers font partie de la Trouée de Belfort, les ouvrages fortifiés dans la partie française et la partie suisse ne sont pas construits aux mêmes époques : l'effort principal, dans la partie Nord du Jura bernois³, date de la période 1938-1945. Une chronologie comparée donne un éclairage révélateur de périodes de méfiance, de confiance et de collaboration entre la France et la Suisse, également de l'insuffisance des moyens qui empêchent le petit État neutre de renforcer sa frontière Ouest. La menace de l'Italie unifiée, membre de la Triplice, dont on pense qu'une armée pourrait traverser la Suisse pour rejoindre l'aile gauche du dispositif allemand, explique la priorité accordée à la fortification du Gothard⁴ et de Saint-Maurice dans la plaine du Rhône.

Le terrain du Jura bernois – sauf le saillant de Porrentruy – est naturellement fort : les chaînes montagneuses, les cours d'eau créent de

3. L'ancienne Principauté épiscopale de Bâle est rattachée au Canton de Berne en 1815. En 1979, elle devient le 23^e Canton de la Confédération suisse.

4. Le tunnel ferroviaire est ouvert au trafic en 1882.

2. Le saillant de Porrentruy. (Extrait de la Carte opérative de la Suisse).

3. Les fortifications de campagnes planifiées dans le Jura bernois de 1880 à 1914. (Extrait de la Carte opérative de la Suisse).

nombreux obstacles qui obligent l'attaquant et le défenseur à effectuer de longs détours et les canalisent dans des fuseaux obligés. La topographie conditionne largement le déploiement, les mouvements, partant les décisions tactiques et opératives. Les barrages naturels présentent pourtant des discontinuités ; il faut fermer des cluses, rendre infranchissables des terrains-clés, du moins renforcer leur valeur de retardement. Après la construction des chemins de fer dans le Jura bernois, des fourneaux de mine sont aménagés, d'abord dans les culées des viaducs importants, ensuite dans celles des ponts sur le Doubs, mais aucune fortification permanente n'est construite. Dès 1871, l'Etat-major suisse considère pourtant que la situation du saillant de Porrentruy, au-delà des frontières naturelles de la Suisse, pourrait devenir critique, si les adversaires de 1870-1871 reprenaient les armes. À Berne dès 1880, on pense – à tort – que la France représente la principale menace. Dans un livre, *La neutralité suisse et les nouveaux forts français*, le colonel David Perret de l'Etat-major général écrit :

La frontière Ouest de notre pays est menacée par plusieurs grands ouvrages. Parmi eux, un des forts du Lomont, à deux kilomètres de notre frontière, balaie déjà une grande partie du district de Porrentruy et commande toute cette région. Un fort est en construction sur le Grammont, près de Fahy et Bure, à quatre kilomètres de la frontière, ses feux tiendront le reste du district de Porrentruy. [...] une zone de trois à sept kilomètres se trouve sous contrôle des ouvrages militaires français. Par la combinaison des chemins de fer français et de ces nouvelles forteresses, les crêtes jurassiennes ne sont plus dans nos mains. Les garnisons de Besançon - Dijon - Lyon pourraient, en quelques heures, se rendre maîtresses de tout le Jura et supprimer les divisions chargées de la défense. [...] Les moyens que Français et Allemands accumulent à nos frontières font que notre pays est bientôt un champ de bataille naturel pour une future lutte franco-allemande. [...] il faut construire un fort d'arrêt près de Saint-Ursanne et des ouvrages aux Rangiers. Le Conseil fédéral serait bien inspiré de faire bientôt des propositions à cet égard⁵.

Pour le colonel commandant de corps⁶ Theophil Sprecher von Bernegg, chef de l'État-major général, les menaces militaires les plus graves viennent de la France à l'Ouest, de l'Italie au Sud. Comment le colonel divisionnaire Arnold Keller⁷ apprécie-t-il la situation politico-stratégique lorsque, à la retraite, il rédige, à partir de 1906, la trentaine de volumes dactylographiés de sa *Géographie militaire de la Suisse*? En cas de guerre

5. Journal *Le Pays*, 5 février 1880.

6. En Suisse, les officiers généraux sont les colonels divisionnaires et les colonels commandants de corps. En cas de mobilisation et de *service actif*, un général, commandant en chef, est élu par les Chambres fédérales, c'est-à-dire le Conseil national et le Conseils des États siégeant en commun.

7. Arnold Keller a précédé Theophil von Sprecher à la tête de l'Etat-major général (1890-1905).

franco-allemande, les deux belligérants représenteraient une menace pour la Suisse. Des opérations françaises, visant à une occupation du Plateau suisse ou à un passage en direction de l'Allemagne, impliquent, selon lui, un effort principal dans le Jura neuchâtelois et vaudois, là où l'obstacle naturel est le moins large et les fuseaux les plus courts vers le Plateau et la ville de Berne. A travers le Jura bernois et ses nombreuses cluses, il ne faut s'attendre qu'à des opérations secondaires.

Entre 1871 et 1918, l'État-major général suisse considère le Jura bernois comme un avant-terrain pour la défense de la partie Ouest du Plateau suisse. Un des fuseaux d'invasion passe par Porrentruy – Les Rangiers – le Grand-Saint-Bernard, un autre par Bâle – le Plateau – le Gothard – Chiasso. Entre 1874 et 1914, il se contente de planifier dans le Jura bernois des ouvrages de campagne, certains de grande envergure, dont la construction par des compagnies du *landsturm*⁸ commencerait en cas de menace imminente. Ils devraient être construits, dans les secteurs des Rangiers, de Pierre-Pertuis, de Bienne et de Gänsbrunnen. Une étude concernant la position-clé des Rangiers envisage même la construction de trois ouvrages permanents avec tourelles pivotantes, la défense de la position étant assurée par deux régiments d'infanterie et deux batteries d'artillerie de campagne. Le *landsturm* couvre également la frontière avant l'arrivée des troupes de campagne, garde les lignes de communication et assure les opérations de mobilisation de l'Armée.

Durant la Première Guerre mondiale, seule une partie de ces projets de fortification de campagne⁹ sera réalisée par la troupe, parfois avec la collaboration de formations du génie: points d'appui, tranchées, positions d'armes, abris, obstacles. Ainsi on aménage aux Rangiers un système de tranchées et, à proximité de la frontière, des ouvrages de campagne, entre autres les postes d'observation du Largin, près de Bonfol, au Kilomètre Zéro du front Ouest.

Pendant la Première Guerre mondiale, le réseau de fortification, du côté français, est poussé jusqu'à la frontière du saillant de Porrentruy. Il s'agit de faire face à une manœuvre stratégique allemande de contournement par la Suisse, visant à éviter la Trouée de Belfort fortement défendue, à obliger l'envahisseur à pénétrer profondément en Suisse, à forcer le Conseil fédéral¹⁰ à défendre le territoire. Les lignes «S» et «R», aménagées

8. Militaires âgés de 40 à 48 ans.

9. Les matériaux utilisés sont de la terre, des pierres, des troncs, du bois, de la tôle, des poutrelles de fer, parfois du béton.

10. Gouvernement fédéral.

4. Les lignes françaises «R» et «S». (Dessin Hans Rudolf Fuhrer).

en 1915-1916, partent du Lomont en direction de Delle et se terminent à proximité de Pfetterhouse¹¹.

Des belligérants peuvent violer le territoire suisse

En cas de conflit entre États voisins de la Suisse, sa neutralité risque d'être violée. Les études opératives de l'État-major général des dernières années du XIX^e siècle retiennent une invasion par un voisin, sans qu'il y ait forcément guerre généralisée en Europe, et un passage de forces armées, deux opérations stratégiques. Au début août 1914, le général Ulrich Wille, commandant en chef de l'Armée suisse, veut « contenir l'ennemi jusqu'au moment où son adversaire naturel, que ce fût l'Allemagne ou la France, pourrait voler au secours de la Suisse¹². »

11. QUELOZ (Dimitry), «La Suisse entre les grandes puissances», *Der Schweizerische Generalstab / L'État-major général suisse*, t. 4, Baden, Hier+Jetzt, 2010, p. 187. HEYER (Vincent), *Le front oublié. Seppois et ses proches alentours dans la Première Guerre mondiale*. S.l., Éditions CSV, 2007, p. 141.

12. *Vie et histoire du corps d'armée de campagne 1*. Lausanne, 24 Heures, 1986, p. 35.

5. Dispositif de l'Armée suisse après le 8 août 1914. (*Histoire de l'Etat-major suisse*, t. 5).

Les Français pourraient traverser le Plateau, afin d'encercler les forces allemandes déployées au nord du Rhin. Ils engageraient en Suisse les moyens qui leur permettraient de poursuivre leur offensive sur le territoire allemand. Une telle opération aurait deux bases de départ, l'une dans le secteur Pontarlier – Morteau, l'autre dans le secteur Bellegarde – Annemasse. Un effort principal à travers le Plateau nécessiterait la prise préalable des passages obligés au nord du lac Léman et des obstacles sur l'axe Saint-Gingolf – Pays d'Enhaut. La largeur du front avoisinerait 150 km, dans un terrain doté de nombreuses routes. Les Français mettraient une dizaine de jours pour arriver au Rhin.

Un effort principal dans le Jura neuchâtelois et bernois impliquerait une opération sur un front de 50 à 70 km, à travers des vallées étroites. Des forces, partant du plateau de Maîche, emprunteraient le chemin le plus court en direction de la Forêt-Noire, par la vallée de Delémont et le fuseau Laufon - Bâle. Elle atteindrait le Rhin en dix à quinze jours. Trois raisons s'opposent à une offensive dans le seul fuseau Nord : la durée des mouvements empêcherait toute surprise, les troupes suisses pourraient encore les ralentir, en menant la défense dans des vallées étroites. D'autre part, la proximité de la frontière du *Reich* augmenterait le risque d'une attaque de flanc par des forces allemandes.

Les Allemands, en cas d'invasion, chercheraient la surprise et un rythme d'opération élevé, ce qui devrait empêcher les forces suisses de s'esquiver vers l'Ouest ou vers les Préalpes et les Alpes. Ils pousseraient

en direction de Bâle - Olten - Lucerne, avec effort secondaire dans le Jura bernois. Les Français ne parviendraient pas à déclencher à temps une contre-offensive. Si l'effort principal s'effectuait dans le fuseau Brugg - Lucerne, le Jura bernois ne serait pas touché.

Le commandement suisse envisage également une violation opérative du Jura Nord par les Français ou par les Allemands, qui passeraient dans le fuseau Bâle - Laufen - Delémont - Porrentruy. Ils pourraient également déboucher au nord ou au sud du saillant de Porrentruy, qui se trouve hors des frontières naturelles de la Suisse. Il s'agirait alors d'une violation tactique du territoire suisse, l'hypothèse la plus vraisemblable, la plus dangereuse et la plus difficile à contrer, compte tenu des armements et des moyens dont dispose à l'époque l'Armée suisse. La défense du saillant de Porrentruy nécessiterait un *camp retranché* de grande dimension, dont l'occupation immobiliserait une bonne partie de l'Armée. L'État-major général, qui doit assurer la défense de l'ensemble du territoire, ne peut pas y consentir, ce qui l'amène à privilégier la forte position des Rangiers, un des terrains-clés du secteur. Porrentruy, qui contrôle un nœud routier, est une *tête de pont* sur la seule pénétrante importante entre Laufen et Pontarlier. Saint-Ursanne a une valeur de *position opérative de barrage*, puisque la ville se trouve sur un axe de contournement de la position des Rangiers via Courtemaury - Sur la Croix. De plus, elle contrôle l'axe La Motte - Saint-Ursanne. Même une violation tactique de son territoire amènerait la Suisse à abandonner sa neutralité et à s'allier avec l'adversaire de l'envahisseur¹³.

Étonnamment, Arnold Keller n'envisage pas l'hypothèse la plus dangereuse, une attaque préventive simultanée contre la Suisse de la part de deux belligérants soupçonnant chacun que l'autre camp est prêt à s'emparer du territoire neutre pour en tirer un avantage stratégique¹⁴.

En 1912, le Conseil fédéral n'exclut pas une alliance avec l'un des belligérants, au cas où l'approvisionnement du pays n'était plus assuré. Peu avant août 1914, des représentants de l'État-major général le font savoir à Paris et à Berlin. Moyen de pression dans les négociations sur les importations en cas de conflit¹⁵?

13. FUHRER (Hans Rudolf), *Die Schweizer Armee im Ersten Weltkrieg. Bedrohung, Landesverteidigung und Landesbefestigung*, Zürich, Neue Zürcher Zeitung Verlag, 1999, p. 54-55.

14. *Ibidem*, p. 35-38.

15. *Nouvelle histoire de la Suisse*, t. 3. Lausanne, Payot, 1983, p. 94. POITEVIN (Raymond), « Aspects militaires des relations franco-suisse avant 1914 », *Aspects des rapports avec la France de 1843 à 1939*. Neuchâtel, La Baconnière, 1982, p. 90-91.

6. La défense du saillant de Porrentruy. (Dessin Jürg Keller).

Toute l'armée suisse passe dans le saillant de Porrentruy (1914-1918)

En août 1914, l'intention du général Wille apparaît claire : « L'Armée laisse de forts éléments en arrière de la frontière Nord et Est, elle observe la frontière Sud. Le gros se concentre derrière le front Bâle - Porrentruy¹⁶. » Le Conseil fédéral, pour montrer l'importance qu'il attribue à cette zone frontière, vient inspecter la division de cavalerie, dont un défilé dans le saillant de Porrentruy rassemble plus de deux mille chevaux.

Les Français cherchent à reprendre Mulhouse et à détruire les têtes de pont allemandes sur le Rhin, mais ils doivent se retirer d'Alsace. Le grand choc se produit sur la Marne, où le général Joffre empêche la réalisation du plan Schlieffen. Très vite, les deux adversaires se trouvent immobilisés. Dès novembre 1914, la guerre de position commence, qui se poursuivra jusqu'en juin 1918. Les réseaux de tranchées français et allemands partent du Largin, près de Bonfol, pour se terminer à la mer du Nord.

16. FUHRER (Hans Rudolf), *op. cit.*, p. 120.

Jusqu'en 1918, le commandement suisse déploie d'importants moyens dans le saillant de Porrentruy. Vu le système des relèves, on peut dire que toute l'Armée va y passer. En août 1914, une division provisoire de cavalerie, comprenant 2 brigades et 16 mitrailleuses, se déploie à l'ouest de l'Ajoie, la 3^e division tient le secteur Porrentruy – Les Rangiers, celui de la 2^e division s'étend de la Lucelle au col des Rangiers¹⁷. Il y aurait 6000 soldats dans le secteur de Saint-Ursanne. En février 1915, 1700 soldats cantonneraient à Porrentruy¹⁸! Les troupes occupent des cantonnements dans les localités, des postes d'observation, des réseaux de tranchées et des bunkers. Pendant toute la guerre, elles travaillent à l'extension et à l'amélioration de ces ouvrages de campagne, entre autres au Largin, aux Rangiers, à Plainbois et dans le secteur Saint-Brais - Saulcy¹⁹. Les *hauts lieux*, au sens propre et figuré, sont la cote 999 des Ordon, les Ebourbettes au nord de Charmoille, le point 510 près de Beurnevésin, le Largin, le point 509 à l'Est de Boncourt, le point 930 de Roche d'Or. Depuis ces perchoirs, les observateurs voient le Territoire de Belfort, la Haute-Alsace et l'extrémité du front; ils pourraient identifier les indices d'une violation du territoire suisse.

Période	Franches-Montagnes	Ajoie	Rangiers	Vallée de Delémont	Fuseau Laufon-Bâle
Août 1914		Division cavalerie	2 ^e division	3 ^e division	4 ^e division
Octobre 1915		1 rgt inf	1 rgt inf renf	1 rgt inf	2 rgt inf
Janvier 1917	1 bat fus	1 rgt inf	1 rgt inf	1 rgt inf	
Février 1917	1 rgt inf	2 rgt inf	1 rgt inf	1 rgt inf	1 rgt inf ¹

En 1916, la guerre s'enlisant, les Franco-britanniques tentent en vain une percée sur la Somme. De leur côté, les Allemands choisissent la stratégie de l'usure: ils veulent attirer l'Armée française dans un secteur qu'elle ne pourra pas abandonner et la *saigner à blanc*. Le commandement allemand choisit Verdun et non Belfort. La bataille permet au général Wille de réduire les effectifs mobilisés, si bien que le colonel de Loys, commandant de la 2^e division, écrit en mars 1916 : « Si j'étais attaqué, à présent, par les forces qui sont à notre frontière, je ne pourrais pas tenir un jour sur les Rangiers. » Il faut la situer cette constatation dans son contexte : pendant toute la guerre, le commandement suisse pratique une défensive stratégique selon le classique *Zweistufenmodell*.

17. Régiment d'infanterie 8. *Repos – rompez! Histoire et vie d'une troupe neuchâteloise d'élite*. Hauterive, Gilles Attinger, 2004, p. 74, 76.

18. Selon le journal de Thérèse Froté, déposé au Musée de l'Hôtel-Dieu à Porrentruy.

19. *Le bataillon de fusiliers 15. Histoire d'un corps de troupe fribourgeois*, t. I. Bulle, Roland Favre, 2002, p. 145, 162. *Livre d'or du bataillon 7. 1874-1925*. Lausanne, G. Vanney-Burnier, 1928, p. 94-96.

Conversations d'états-majors franco-suisses

Le commandement suisse est conscient que l'Armée ne tiendrait pas longtemps face à un envahisseur décidé. Avant la Première Guerre mondiale, des discussions ont lieu avec les états-majors austro-hongrois et allemand, dans l'hypothèse d'une violation du territoire suisse par les Français. Les grandes lignes d'une collaboration militaire font l'objet d'un mémorandum. Il ne s'agit pas d'alliances, que seul le Conseil fédéral – neutralité oblige – ne pourrait signer qu'après le début d'une invasion. Rien de semblable n'est fait avec la France²⁰.

Durant l'hiver 1915-1916, on envisage à Paris de porter la guerre sur le sol suisse. Le plan « H », comme *Helvétie*, prévoit une offensive à travers le Plateau en direction de l'Allemagne du Sud, mais des études relèvent que l'Armée suisse, soutenue par des divisions allemandes, parviendrait à stopper les Français. Dès lors, le général Joffre se contente de la planification d'une contre-offensive en cas de violation de la neutralité suisse par l'Allemagne. Pendant la bataille de Verdun en 1916, le commandement français – les Suisses se trouvent sur la même longueur d'onde – craint que l'Allemagne, pour faire diversion, déclenche une offensive à travers le territoire suisse. Elle pourrait viser le nord de l'Italie ou la région industrielle de Lyon²¹. Les deux états-majors, oubliant leur méfiance réciproque, préparent leur collaboration en cas d'invasion de la Suisse par les troupes de Guillaume II.

À l'initiative des Français, des conversations secrètes ont lieu à partir de juin 1916. Le général Foch, qui a *commis des erreurs* et s'est vu retirer son commandement, est chargé d'élaborer un plan destiné à aider la Suisse, si elle le demande, à repousser une offensive allemande²², c'est le plan « H' ». L'ennemi peut attaquer « dans la région de Porrentruy, (...) avec des forces déjà importantes, au bout de trois jours et dans celle de Pontarlier - Genève, au bout de cinq à sept jours. » Deux armées françaises, intégrées dans un Groupe d'armées « H » comprenant trente divisions, stopperait une offensive allemande débouchant de la Haute-Alsace, du Rhin à l'Est de Bâle, et progressant au Nord de l'Aar. L'une d'elles opérerait au Nord de Maïche, vers la région de Porrentruy²³. Avant-guerre, les contacts avec les états-majors austro-hongrois et allemands, dans l'hypothèse d'opérations françaises en Suisse, n'ont jamais débouché sur des planifications aussi

20. *Dictionnaire historique de la Suisse*, t. 6. Hauterive, Attinger, 2007. Article « Guerre mondiale, Première ».

21. PÉDRONCINI (Guy), *Pétain général en chef 1917-1918*. Paris, PUF, 1974, p. 145-146, 158.

22. MIQUEL (Pierre), *Le gâchis des généraux. Les erreurs de commandement pendant la guerre de 14-18*. Paris, Plon, 2001, p. 135.

23. SCHAUFELBERGER (Walter), « La Suisse entre la France et l'Allemagne »..., p. 309.

poussées²⁴. Le général Morier, attaché militaire français à Berne, envoie, le 2 novembre 1917, une lettre à son ministre de la Guerre :

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus une carte de la région des Rangiers - Hauenstein, sur laquelle l'Etat-major général suisse a indiqué d'une manière schématique le dispositif qu'il compterait réaliser en tout état de cause. (...) La frontière des Rangiers serait occupée par trois brigades [suisse] (...) L'Armée française devrait le plus rapidement possible occuper la région entre la gauche de l'Armée suisse à Asuel et la droite française. L'Etat-major général suisse estime qu'il faudrait deux divisions environ avec leur artillerie plus un minimum de trois groupes d'obusiers. Elle [l'Armée française] devrait en même temps diriger trois divisions (avec un groupe d'obusiers par division) sur les Rangiers, indépendamment des trois brigades suisses qui les occuperaient.

Plusieurs juristes suisses se sont demandé si des conversations d'états-majors sont conformes au statut de neutralité, et leurs réponses divergent ! Remarquons pourtant qu'au XX^e siècle, la Suisse n'a jamais conclu d'alliance. Les pourparlers visent à régler les problèmes techniques que pose une coopération militaire, à établir une planification, ce qui accélérerait la signature d'une alliance, au moment où le pays serait envahi. Edgar Bonjour²⁵ admet cette manière de faire, qui « vue sous l'angle du droit relatif à la neutralité », n'est guère critiquable. Hans-Rudolf Kurz²⁶ partage cet avis, parce que de telles discussions n'atteignent pas le niveau des autorités politiques et que la collaboration n'aurait rien d'automatique, mais dépendrait d'une décision du Conseil fédéral. De telles discussions s'avèrent cependant dangereuses, surtout si elles n'ont lieu qu'avec l'une des parties, le neutre donnant alors l'impression de pencher vers l'un des camps. Quoi qu'il en soit, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, des responsables militaires suisses, comme le général Wille et le chef de l'Etat-major général von Sprecher, envisagent des alliances avec l'adversaire de la puissance qui envahirait le pays, et autorisent des conversations d'états-majors.

Dès 1936, le colonel commandant de corps Henri Guisan, futur général, favorisera de tels pourparlers avec les Français²⁷.

24. JACQUEMET (Juri) : „Wenn durch des Jura's Pforten der Feind in Massen dringt“. Die Landesbefestigung gegen Westen im Seeland, Murtengebiet und am angrenzenden Jurasüdfuss. 1815-1918. Master Arbeit in Geschichte. Bern, Universität, 2008. LANGENDORF (Jean-Jacques), STREIT (Pierre), *Face à la guerre. L'armée et le peuple suisse 1914-1918/1939-1945*. Gollion, Infolio, 2007, p. 96-105.

25. Auteur d'une *Histoire de la neutralité suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*. 3 vol. Neuchâtel, La Baconnière, 1970. Voir également HENRY (Maurice), *Les causes de la neutralité suisse et son attitude pendant la guerre de 1914-1918*. Genève, Jullien, 1934, p. 122-123.

26. Historien militaire, auteur entre autres de *Histoire de l'Armée suisse*. Lausanne, Éditions 24 Heures, 1985.

27. Voir DE WECK (Hervé) : « Le général Guisan... et les conventions franco-suisse en cas d'invasion de la Suisse par la Wehrmacht », *Des deux côtés de la frontière: le Jura bernois, les régions françaises et alsaciennes avoisinantes (1939-1945)*. Actes du Colloque 2006 de Lucelle. Porrentruy, Société jurassienne des officiers, 2007, p. 15-40.

Résumé

Aux confins de la Suisse... Menaces et mesures de défense dans le nord du Jura bernois (1871-1918)

Si la Suisse, pays neutre, ne participe pas aux combats de 1914 à 1918, elle n'en mobilise pas moins, durant ces années, ses troupes aux frontières et reste attentive aux moindres événements touchant les belligérants. Toutes sortes de configurations militaires montrent bien que les autorités helvètes sont préoccupées par le conflit.

Zusammenfassung

Im Schweizer Grenzland... Bedrohungen und Verteidigungsmaßnahmen im nördlichen Berner Jura (1871-1918)

Die Schweiz, das neutrale Land schlechthin, verfolgt aufmerksam auch die geringsten Vorfälle, die die Kriegsgegner berühren. Auch wenn sie in den Jahren 1914-1918 in keinen einzigen der Kämpfe eingreift, mobilisiert sie in diesen Jahren in den grenznahen Gebieten doch die Truppen. Eine ganze Reihe von militärischen Bewegungen zeigt klar, die kriegerischen Auseinandersetzungen lassen die Schweizer Regierung Schlimmes befürchten.

Summary

Defending the Swiss border - potential foreign invasion and defensive fortifications in the north of the Bernese Jura (1871-1918)

Switzerland, a neutral state, did not take part in the First World War, but nevertheless was very anxious to defend itself against any potential foreign attack. Swiss people followed very closely the developments of the conflict. And the military policy and planning of the period showed that the Swiss government was very preoccupied.